

digne de mention de la part du monde extérieur semble être les sermons sur les principes économiques fondamentalistes émanant périodiquement des pontifes du Fonds monétaire international, sermons qu'il faut combiner aux propos durs qu'ils tiennent sur la nécessité d'acquitter les dettes du passé.

Parallèlement, le monde a assisté à des retards bureaucratiques immoraux ainsi qu'à des rivalités internationales et institutionnelles tout aussi indécentes, ce qui représente l'antithèse de la coordination et réduit encore plus la valeur de l'aide limitée qui parvient effectivement aux nouvelles démocraties. Le problème sous-jacent le plus grave réside sans doute dans la concurrence transatlantique débilatante opposant certains Européens de l'Ouest, qui ne semblent pas disposés à laisser un rôle important aux États-Unis dans l'Europe d'après la Guerre froide, bien qu'ils soient incapables d'affronter les défis sans ces derniers, et les Américains, déchirés entre les tendances à l'activisme et à l'isolationnisme.

La «réaction» venue de l'extérieur face aux pays qui, tout compte fait, n'ont à peu près plus d'économie a pris une qualité surréaliste, mais celle-ci ne semble pas avoir frappé les gouvernements occidentaux; en revanche, elle va de plus en plus frustrer les dirigeants désespérés de ces pays et provoquer leur colère. L'Occident doit maintenant voir à ses propres intérêts et à ce qu'il lui incombe moralement de faire pour que l'issue favorable de la Guerre froide procure de réels avantages aux populations «libérées». La non-coopération au chapitre de la limitation des armes nucléaires et autres et à celui des technologies s'y rapportant risque rapidement de devenir un des rares leviers encore à la portée de ces dirigeants harcelés de toutes parts. Il n'est pas extravagant de rappeler l'utilité classique d'un «ennemi extérieur» pour les chefs politiques en difficulté, ou pour ceux aspirant à les remplacer. Ce qui saisit encore plus, par son caractère si immédiat, c'est la perspective d'immenses souffrances et de migrations massives à travers l'Europe, à moins que l'on garantisse à court terme les nécessités vitales et que l'on suscite un espoir réel pour l'avenir à moyen et à long terme.

Si l'on exclut l'équivalent opérationnel d'un régime d'occupation, que peut-on faire pour reconstruire ces pays et y favoriser l'utilisation efficace de l'assistance extérieure et, un jour, des investissements étrangers ? Les grandes règles macro-économiques du FMI et du GATT, les ressources acheminées via la Banque européenne de reconstruction et de développement, un réseau compliqué de discussions bilatérales, et les